

Le Plan Trump a permis un cessez-le-feu à Gaza, mais ne propose pas de solution définitive au conflit. Il ne mentionne ni la fin de l'occupation ni le droit à l'autodétermination des Palestiniens.

Ignacio Álvarez-Ossorio Alvariño, professeur des universités d'Études arabes et islamiques à l'Université Complutense de Madrid et coauteur de *Gaza. Crónica de una Nakba anunciada* (Catarata, 2024).

LE PLAN TRUMP POUR GAZA : AUCUNE NOUVELLE DE LA PAIX

Les États-Unis ont été un allié fidèle de l'État d'Israël depuis sa création en 1948 ; en effet, ils ont été le premier pays à le reconnaître, seulement 14 minutes après la proclamation de son indépendance. Bien que sa valeur géostratégique se soit considérablement affaiblie après la fin de la guerre froide, il est vrai que cette relation s'est renforcée à la suite des attentats du 11 septembre 2001 et des interventions militaires ultérieures en Afghanistan et en Irak. L'annonce par le président Barack Obama d'un retrait progressif du Moyen-Orient pour se concentrer sur la région indopacifique ne semble pas avoir affecté les relations bilatérales, qui continuent de jouir d'une santé enviable.

À la suite des attaques du 7 octobre 2023 contre le territoire israélien, les relations entre les deux pays ont atteint un nouveau seuil. Au cours des deux dernières années, les livraisons d'armes américaines à leur allié stratégique ont considérablement augmenté, permettant à Israël de détruire, totalement ou partiellement, 90 % des infrastructures civiles et des zones résidentielles de Gaza, sur lesquelles 180 000 tonnes d'explosifs ont été larguées, entraînant la mort d'au moins 69 000 personnes, dont la grande majorité étaient des civils. Le niveau de destruction a atteint des proportions apocalyptiques, rappelant les bombardements alliés sur Dresde ou Hiroshima. Selon une étude de l'Université Brown, les administrations Biden et Trump auraient fourni au moins 21,7 milliards de dollars d'armement au cours des 24 derniers mois.

Tout cela malgré le fait que l'opinion publique américaine devient de plus en plus critique envers le gou-

vernement israélien, comme le montrent plusieurs enquêtes. Un sondage du Pew Research Center réalisé en mars 2025 a révélé que 53 % des adultes exprimaient une opinion défavorable à l'égard d'Israël (69 % parmi les démocrates et 50 % parmi les républicains), une tendance à la hausse, étant donné que ce pourcentage était monté à 59 % en août (contre seulement 35 % ayant une opinion favorable). Selon une enquête menée par Reuters/Ipsos en octobre, 59 % des personnes interrogées soutenaient la reconnaissance d'un État palestinien (contre 33 % qui s'y opposaient), avec une différence significative entre les électeurs démocrates et républicains (80 % contre 41 %).

Depuis la guerre des Six Jours, les administrations démocrates et républicaines ont promu la *pax americana* comme la seule solution envisageable au conflit israélo-arabe. Depuis 1967, la Maison Blanche a nié le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et a refusé d'appliquer le droit international pour résoudre les différends régionaux. Cette *pax americana* a pour priorité absolue de consolider l'hégémonie israélienne au Moyen-Orient et de soutenir ses ambitions coloniales sur les territoires palestiniens occupés. Pour atteindre ces objectifs, Washington n'a pas hésité à monopoliser le processus de paix et à marginaliser tout acteur susceptible de rétablir l'équilibre entre les parties en conflit : d'abord l'ONU, ensuite l'Union soviétique, et enfin l'UE.

Durant son premier mandat, la priorité absolue de Donald Trump était de relancer le processus de normalisation entre Israël et le monde arabe par le biais des Accords d'Abraham. Ces accords visaient à promouvoir

la normalisation des relations arabo-israéliennes tout en reléguant la solution à deux États au second plan. À la place, le pompeusement intitulé « Accord du siècle » de 2020 promettait aux Palestiniens une amélioration significative de leurs conditions de vie grâce à la création de zones de libre-échange et à l'arrivée d'investissements en provenance du Golfe. Parallèlement, Trump a suspendu le financement de l'UNRWA, a reconnu la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan et a transféré l'ambassade américaine à Jérusalem, qu'il a déclarée comme la capitale d'Israël.

L'AMBIGUÏTÉ DU PLAN GLOBAL POUR METTRE FIN AU CONFLIT DE GAZA

Ces mêmes dynamiques se sont reproduites lors des négociations de cessez-le-feu dans la bande de Gaza, qui ont abouti à l'adoption du Plan Trump le 29 septembre 2025, confirmé par la résolution 3.802 adoptée par le Conseil de sécurité le 17 novembre, sans que les Palestiniens aient voix au chapitre. Deux ans après les attaques du 7 octobre, les parties belligérantes ont été contraintes de conclure un cessez-le-feu grâce à la médiation des États-Unis et de plusieurs pays de la région, tels que l'Égypte, le Qatar et la Turquie. Bien qu'il ait été présenté comme un plan de paix, son nom officiel – « Plan global pour mettre fin au conflit de Gaza » – témoigne clairement qu'il ne s'agit que d'une tentative de mettre fin aux hostilités à Gaza à travers un cessez-le-feu précaire.

Le plan repose sur ce que l'on appelle l'ambiguïté constructive : il ne fixe aucun calendrier précis et n'offre aucune garantie quant à sa mise en œuvre. Les lacunes du plan sont devenues évidentes lorsque, durant les dix premiers jours, il a été systématiquement violé par les deux parties. Israël a maintenu des restrictions sur l'entrée de l'aide humanitaire (n'autorisant que 100 camions par jour au lieu des 600 initialement convenus) et a mené de nombreuses attaques contre des cibles palestiniennes, causant la mort d'une centaine de personnes. De son côté, le Hamas s'est révélé incapable de restituer l'intégralité des corps des otages décédés et a exprimé son refus de déposer les armes, craignant des représailles de la part des milices tribales collaborant avec Israël.

Malgré toutes ses zones d'ombre, le plan a été accueilli positivement, comme l'a démontré le Sommet de Charm El Cheikh (13 octobre), et auquel ont participé 30 chefs d'État ou ministres des Affaires étrangères. Au préalable, Trump avait prononcé un discours devant la Knesset, annonçant l'entrée dans une nouvelle ère de paix, tout en réaffirmant son soutien inconditionnel à Israël. Cela s'est produit malgré les graves accusations pesant sur Benjamin Nétanyahou, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par la Cour pénale internationale en raison de sa participation à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité. Parallèlement, la Cour internationale de justice enquête sur Israël pour de possibles actes de génocide, comme le dénoncent les principales organisations internationales de défense des droits humains, notamment Amnesty International et Human Rights Watch, ainsi que l'organisation israélienne B'Tselem.

Dans sa première phase, le Plan Trump a permis la libération de 20 otages israéliens vivants et la restitu-



Sommet pour la paix à Charm El Cheikh, Égypte, le 13 octobre 2025./CHIP SOMODEVILLA/GETTY IMAGES

tion de 18 corps. En échange, Israël a expulsé 250 prisonniers palestiniens condamnés pour crimes graves et a libéré 1 700 autres personnes capturées à Gaza au cours des deux dernières années. Dans le cadre de la trêve, l'armée israélienne s'est repliée derrière une nouvelle Ligne Jaune, qui lui confère le contrôle de 58 % de l'enclave palestinienne. Afin de rallier des soutiens internationaux, le plan américain a également donné son feu vert à l'entrée de l'aide humanitaire fournie par les agences de l'ONU, plutôt que par la controversée Fondation humanitaire de Gaza. Dans une seconde phase, le plan prévoyait la réhabilitation des infrastructures détruites et la reconstruction de l'enclave, sans toutefois établir de calendrier précis pour atteindre ces objectifs.

Le plan, tel qu'il est présenté, constitue un accord entre les États-Unis et Israël visant à mettre fin à la guerre contre la bande de Gaza et à réduire la pression internationale croissante sur Israël pour qu'il réponde des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis au cours des deux dernières années. En réalité, la proposition initiale américaine a été considérablement assouplie sous la pression exercée par Nétanyahou lors des dernières phases des négociations. À cet égard, la proposition intégrait les cinq lignes rouges établies par le gouvernement israélien en août 2025 : la restitution de tous les otages, qu'ils soient vivants ou morts ; le désarmement du Hamas ; la démilitarisation

Le Plan Trump présente des aspects positifs : il empêche l'annexion formelle de la bande de Gaza par Israël et n'envisage pas l'expulsion de la population, contrairement aux demandes de la majorité du gouvernement de coalition israélien

de Gaza ; le contrôle sécuritaire israélien sur l'enclave ; et l'établissement d'une administration civile indépendante, tant du Hamas que de l'Autorité palestinienne. Dans la version finale du plan, le point stipulant un engagement d'Israël à ne pas annexer, que ce soit partiellement ou totalement, la Cisjordanie a disparu.

Il est important de souligner que ni l'Autorité palestinienne ni le Hamas n'ont été invités à participer aux négociations menées par l'émissaire spécial Steve Witkoff, un magnat de l'immobilier et idéologue sioniste. Ainsi, une fois de plus, l'acteur palestinien a été écarté, comme cela avait déjà été le cas lors de la Déclaration Balfour (1917), du Plan de partage (1947) ou des Accords de Camp David (1978), où la partie palestinienne n'a jamais été consultée sur son propre avenir. Pour sa part, le Hamas ne s'est vu offrir d'autre option que la reddition inconditionnelle : se désarmer complètement et se résigner à abandonner le pouvoir.

Le point 9 du « Plan global pour mettre fin au conflit de Gaza » prévoyait la création d'un comité de technocrates palestiniens sans affiliation partisane, chargé de « la gestion quotidienne des services publics et des municipalités de Gaza ». Ce comité serait supervisé par un Conseil pour la paix, composé de dirigeants internationaux et dirigé par Trump lui-même. L'objectif de ce conseil – dont les responsabilités et la durée du mandat n'ont pas été clairement définies – serait de reconstruire l'enclave palestinienne, un projet dont le coût est estimé entre 75 et 100 milliards de dollars, selon diverses évaluations. Cette tâche titanesque, compte tenu de l'ampleur des destructions, s'étendra sur plusieurs décennies. Pour y parvenir, des investissements considérables seront nécessaires, bien que les monarchies du Golfe aient conditionné leur participation à la reconstruction à l'établissement d'une feuille de route claire vers une solution à deux États. Le point 19 précise : « À mesure que la reconstruction de Gaza progresse et que le programme de réformes de l'Autorité palestinienne est fidèlement exécuté, il est possible que les conditions soient enfin réunies pour un chemin crédible vers l'autodétermination et la création d'un État palestinien, ce que nous reconnaissons comme l'aspiration du peuple palestinien. »

Autrement dit, une fois de plus, l'autodétermination palestinienne est reportée *sine die*, permettant ainsi à Israël de continuer à modifier la situation sur le terrain par sa politique du fait accompli, qui vise à rendre impossible la solution à deux États. En lieu et place, le projet

américain encourageait un dialogue en vue d'atteindre « une coexistence pacifique et prospère » entre Israël et les Palestiniens. Pendant ce temps, l'Autorité palestinienne devra se soumettre à une énième réforme, comme cela avait été le cas après l'Intifada d'Al-Aqsa en 2000, avec la nomination du technocrate Salam Fayyad à la tête du gouvernement, sans que cela n'ait permis d'arrêter la colonisation de la Cisjordanie ni de lever le blocus de Gaza. Une fois de plus, il est proposé à la population palestinienne un développement économique en échange de la renonciation à ses droits politiques – comme cela avait déjà été exigé par l'« Accord du siècle » de 2020, élaboré par Jared Kushner, le gendre du président américain.

QUELQUES POINTS POSITIFS POUR LES PALESTINIENS

Le Plan Trump présente néanmoins certains aspects positifs, notamment parce qu'il empêche l'annexion formelle de la bande de Gaza par Israël et qu'il n'envisage pas l'expulsion de la population, contrairement aux demandes formulées par la majorité des membres du gouvernement de coalition israélien. Les principaux dirigeants des partis Sionisme religieux et Pouvoir juif, Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir respectivement, se déclarent ouvertement favorables à une épuration ethnique par ce qu'ils qualifient « d'émigration volontaire » de la population. En effet, le point 12 du plan stipule clairement : « Nul ne sera contraint de quitter Gaza. Nous encourageons les Palestiniens à rester et leur offrons [la possibilité] de construire une Gaza meilleure. » Le refus catégorique de l'Égypte et de la Jordanie d'accueillir des centaines de milliers de réfugiés palestiniens et de devenir complices d'une telle épuration ethnique aurait ainsi mis un terme au projet d'expulsion.

Un autre élément controversé est le déploiement d'une Force internationale d'interposition (FII), composée de partenaires arabes et internationaux, chargée de prendre le contrôle de Gaza et de garantir la sécurité d'Israël. Selon le point 15, « la FII formera et apportera son soutien aux forces de police palestiniennes sélectionnées à Gaza et consultera la Jordanie et l'Égypte, qui disposent d'une vaste expérience dans ce domaine ». En théorie, les pays alliés des États-Unis devraient faire partie de cette force, mais Israël a déjà mis son veto à la participation du Qatar et de la Turquie. Il est également important de noter qu'à la fin du mois de novembre, cette force n'était toujours pas constituée, et que l'on ignorait encore quels pays fourniraient des troupes et combien de temps durerait sa mission.

Le point 16 du Plan Trump est particulièrement significatif, car il affirme clairement qu'« Israël n'occupera ni n'annexera Gaza » et précise : « À mesure que les FII établiront le contrôle et la stabilité, les Forces de défense israéliennes (FDI) se retireront selon des règles, des étapes et des échéances liées à la démilitarisation, qui seront convenues entre les FDI, les FII, les garants et les États-Unis, dans le but d'assurer une Gaza sûre, ne représentant plus une menace pour Israël, l'Égypte ou leurs citoyens. » L'une des grandes incertitudes reste l'ampleur du retrait israélien, en raison de la formulation ambiguë du plan et du refus de Netanyahu d'ac-



Des dizaines de véhicules égyptiens arrivent dans la région de Netzarim pour construire un nouveau camp destiné aux Palestiniens déplacés. Gaza, le 11 novembre 2025./MOIZ SALHI/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

cepter un retrait complet, celui-ci souhaitant imposer la Ligne Jaune comme nouvelle frontière *de facto*. Quoi qu'il en soit, le plan précise que « les FDI remettront progressivement aux FII le territoire de Gaza qu'elles occupent, conformément à un accord établi avec l'autorité de transition, jusqu'à leur retrait complet de Gaza, à l'exception d'une présence de périmètre de sécurité qui sera maintenue jusqu'à ce que Gaza soit dûment protégée contre toute menace terroriste ».

NOUVELLE PÉRIODE D'INCERTITUDE

Grâce au cessez-le-feu, la population est progressivement retournée dans ses localités d'origine. Cependant, dans la grande majorité des cas, leurs habitations ont été détruites et elles se trouvent privées des services essentiels. Au cours des deux dernières années, l'armée israélienne a déployé tous les efforts possibles pour rendre la bande de Gaza inhabitable, afin de pousser la population à l'exil : il ne reste debout ni écoles, ni hôpitaux, ni infrastructures vitales (eau, électricité, assainissement, etc.). Durant les dix premiers jours du cessez-le-feu, les autorités israéliennes ont refusé de laisser entrer l'aide humanitaire : parmi les 6 000 camions qui auraient dû accéder à la bande de Gaza, moins d'un millier ont effectivement pu le faire. Elles ont également refusé d'ouvrir le point de passage de Rafah avec l'Égypte, compliquant ainsi l'acheminement des matériaux de reconstruction.

Après la conclusion de sa première phase, la grande inconnue sera de savoir si le plan sera pleinement mis en œuvre ou non, compte tenu du long historique des violations d'accords précédents par Israël, qui pourrait

chercher à le saboter, afin d'empêcher la reconstruction de la bande de Gaza. L'absence de calendrier et de garanties favorise, en pratique, son non-respect ; c'est pourquoi les pays garants du cessez-le-feu devront exercer une pression continue pour que le gouvernement de Nétanyahou honore les engagements pris. En effet, au cours de la première semaine de sa mise en application, Israël a violé le cessez-le-feu à 80 reprises, entraînant la mort de 97 personnes et blessant 230 autres.

Compte tenu de son ambiguïté et de son manque de précision, le Plan Trump ne propose pas de solution définitive au problème palestinien, car il ne fait mention ni de la fin de l'occupation ni du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Il instaure seulement un cessez-le-feu précaire permettant à Israël, en tant que partie forte de l'équation, de continuer sa politique du fait accompli et de se retrancher derrière l'argument bien connu selon lequel « il n'y a pas de dates sacrées », afin de saboter l'accord et de freiner la reconstruction de la bande de Gaza. Dans ce contexte, il semble peu probable, comme l'ambitionne l'administration Trump, que le processus de normalisation entre Israël et le monde arabe soit relancé en redynamisant les Accords d'Abraham, étant donné que l'Arabie saoudite a clairement affirmé qu'elle n'établirait pas de relations tant qu'Israël ne se retirerait pas des territoires occupés et n'accepterait pas la création d'un État palestinien.

Dans cette période d'incertitude qui s'ouvre désormais, il est crucial que la pression internationale sur Israël soit maintenue et renforcée. Il est impératif que le gouvernement de Nétanyahou rende des comptes pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide qu'il a commis. Dans ce contexte, l'UE devrait adopter des sanctions exemplaires, afin d'empêcher Israël de continuer à recourir à la violence pour imposer son projet colonial et annexer, totalement ou partiellement, la Cisjordanie et la bande de Gaza./